

Enjeux, objectifs et actions

> **Chapitre 2**

sur le bassin de la Mauldre

Les enjeux et objectifs généraux du SAGE découlent de la problématique de bassin que le chapitre précédent a mis en exergue. Ils s'inscrivent par ailleurs parfaitement dans le cadre réglementaire général rappelé succinctement ci-dessous.

Cadre réglementaire général

La loi sur l'eau du 3 janvier 1992 est un texte fondateur. Elle stipule :

« Article 1 – L'eau fait partie du patrimoine commun de la nation. Sa protection, sa mise en valeur et le développement de la ressource utilisable, dans le respect des équilibres naturels sont d'intérêt général. L'usage de l'eau appartient à tous dans le cadre des lois et règlements ainsi que des droits antérieurement établis.

Article 2 – Les dispositions de la présente loi ont pour objet une gestion équilibrée de la ressource en eau.

Article 3 – Un Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) fixe pour chaque bassin les orientations fondamentales d'une gestion équilibrée de la ressource telle que définie à l'article 2.

Article 5 – Dans un sous-bassin, un Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) fixe les objectifs généraux d'utilisation, de mise en valeur et de protection quantitative et qualitative des ressources en eau superficielles et souterraines et des écosystèmes aquatiques ainsi que la préservation des zones humides, de manière à satisfaire aux principes énumérés à l'article 2. Il doit être compatible avec les orientations fixées par le SDAGE. »

Le SAGE approuvé a force de droit. Les programmes et décisions de l'Etat, des collectivités territoriales et des établissements publics nationaux et locaux doivent être compatibles ou rendus compatibles avec ses dispositions quand ils concernent le domaine de l'eau. Les autres décisions administratives, c'est à dire celles prises dans d'autres domaines que celui de l'eau, doivent prendre en compte ses dispositions, c'est le cas notamment des documents d'urbanisme, POS et Schémas Directeurs Locaux.

Orientations fondamentales du SDAGE Seine-Normandie

A - Vers une gestion globale de l'eau et des vallées

- A.1 : Intégrer pleinement l'eau dans la conception des équipements structurants
- A.2 : Assurer la cohérence hydraulique de l'occupation des sols, limiter le ruissellement et l'érosion
- A.3 : Réduire l'incidence de l'extraction des granulats sur l'eau et les milieux aquatiques
- A.4 : Maîtriser les rejets polluants sur l'ensemble du bassin versant

B – Gérer, restaurer et valoriser les milieux aquatiques

- B.1 : Maintenir, restaurer et préserver les zones humides
- B.2 : Restaurer la fonctionnalité de la rivière et de ses annexes
- B.3 : Adapter l'entretien de la rivière à ses caractéristiques
- B.4 : Restaurer le patrimoine biologique
- B.5 : Gérer les ouvrages hydrauliques en préservant la vie aquatique
- B.6 : Assurer la protection biologique et physique du milieu littoral
- B.7 : Favoriser les loisirs aquatiques dans le respect des équilibres naturels

C – Mieux connaître, former et informer

- C.1 : Compléter et mettre à jour les inventaires
- C.2 : Améliorer les suivis
- C.3 : Développer et divulguer la connaissance scientifique
- C.4 : Former et informer l'ensemble des acteurs

Les enjeux du bassin de la Mauldre et les 10 objectifs retenus par le SAGE

Les acteurs de l'eau du bassin ont identifié les cinq grands enjeux qui structurent dix objectifs ambitieux mais réalistes, auxquels il leur appartient de faire face pour donner vie au scénario d'actions qu'ils ont retenu :

« La Mauldre sur la voie d'une gestion globale et d'une reconquête raisonnée »

Diminuer les pollutions, pour améliorer la qualité de l'eau et des milieux aquatiques et faciliter leurs usages

Objectif 1a : Diminuer les rejets polluants de l'assainissement collectif et gérer les sous produits de l'épuration par temps sec

Objectif 1b : Diminuer les rejets polluants de l'assainissement collectif et gérer les sous produits de l'épuration par temps de pluie

Objectif 2 : Diminuer les rejets polluants diffus et les apports solides liés au ruissellement

Prévenir et gérer les inondations, pour sécuriser les personnes et les biens en laissant fonctionner l'écosystème

Objectif 3 : Diminuer l'exposition au risque d'inondation

Objectif 4 : Gérer les ruissellements et les capacités de rétention

Assurer durablement l'équilibre ressources – besoins, pour fiabiliser les consommations et conforter la santé publique

Objectif 5 : Maîtriser les consommations d'eau

Objectif 6a : Garantir l'alimentation en eau potable, protéger la qualité des eaux souterraines

Objectif 6b : Garantir l'alimentation en eau potable, sécuriser les dispositifs de production et de distribution

Protéger, gérer, restaurer les milieux naturels aquatiques, pour faciliter la reconquête attendue, favoriser la biodiversité, et améliorer l'environnement

Objectif 7 : Restaurer et assurer l'entretien écologique des cours d'eau et des zones humides

Objectif 8 : Gérer les rives et les abords des cours d'eau

Renforcer l'attrait des cours d'eau, pour améliorer le cadre et la qualité de vie des populations

Objectif 9 : Organiser les usages récréatifs et culturels

Objectif 10 : Valoriser le paysage et le patrimoine lié à l'eau

Il s'agit d'objectifs de moyen long terme, mais qui pour l'essentiel nécessitent des actions immédiates. Ces objectifs tiennent compte à la fois des limites actuelles des savoirs et de la technique, mais ne s'inscrivent pas pour autant dans une logique de résignation. Ils parient sur les progrès à venir dans tous les domaines.

Ils font l'objet pour chacun d'entre eux d'une traduction en orientations et actions privilégiant systématiquement :

> la précaution et la prévention de façon à d'abord ne pas aggraver la situation. Ils comportent le cas échéant en complément, des actions de rattrapage ou de correction des désordres trop marqués. Ils s'appuient prioritairement sur les pratiques les plus douces et réversibles possibles.

> la solidarité de bassin, notamment amont / aval, urbain / rural

> la participation et la transparence ; la mise en œuvre des objectifs se fera dans le cadre d'une concertation permanente et d'une coopération avec l'ensemble des parties prenantes concernées.

> l'approche en coût global, pour retenir les actions et projets concrets offrant le meilleur ratio coût / efficacité.

Autant de principes qui inscrivent le SAGE de la Mauldre dans une perspective de développement durable du bassin.

Objectif 1a

DIMINUER LES REJETS POLLUANTS DE L'ASSAINISSEMENT COLLECTIF ET GÉRER LES SOUS-PRODUITS DE L'ÉPURATION PAR TEMPS SEC

ORIENTATIONS ET RECOMMANDATIONS GÉNÉRALES

- > Améliorer la connaissance de l'impact des rejets de temps sec sur les milieux
- > Améliorer les performances épuratoires des stations du bassin et prévoir la conception des ouvrages et équipements correspondants de façon à permettre l'interception de pollutions accidentelles
- > Améliorer la fiabilité des stations du bassin afin de réduire les pollutions accidentelles dues à leur dysfonctionnement
- > Améliorer la gestion au quotidien des systèmes d'assainissement (branchements, réseaux, stations)

- entretien, surveillance, télégestion, en particulier des réseaux
- meilleure connaissance et maîtrise des conditions de raccordement des particuliers
- généralisation des conventions de rejets dans les réseaux publics pour les activités industrielles les plus polluantes bénéficiant d'une autorisation de rejet ; seront précisés les risques de pollutions accidentelles et les moyens pour y remédier
- suivi de leurs impacts (traitabilité des eaux et maîtrise de la qualité des boues)

> Améliorer la gestion des boues et des sous-produits de l'épuration

- exigence et contrôle de la qualité des sous-produits
- choix de la filière d'évacuation la plus performante au double plan écologique et économique dans le respect du principe de proximité

TERRITOIRE CONCERNE

Ensemble du bassin versant dans le cadre d'une approche par sous-bassin

VOIR AUSSI

OBJECTIF 4 : Gérer les ruissellements et les capacités de rétention

TRADUCTION DE L'OBJECTIF EN ACTIONS

A l'échelle du bassin

Réaliser et diffuser des documents d'information - sensibilisation type « guide conseil - vade-mecum » concernant la bonne gestion au quotidien des systèmes d'assainissement (branchements, réseaux, stations) à l'usage des collectivités et des gestionnaires techniques :

- > à l'usage des activités raccordées
- > à l'usage des particuliers.

Etablir un bilan global des plans d'épandage existants, recenser les surfaces d'épandage potentiel sur le bassin, pour, dans la mesure du possible, les réserver aux productions de boues locales, dans le cadre d'un partenariat entre les gestionnaires de l'assainissement et la profession agricole (la charte professionnelle élaborée par la chambre d'Agriculture pourra servir de support à ce partenariat).

A l'échelle des communes et de leurs groupements

Planification

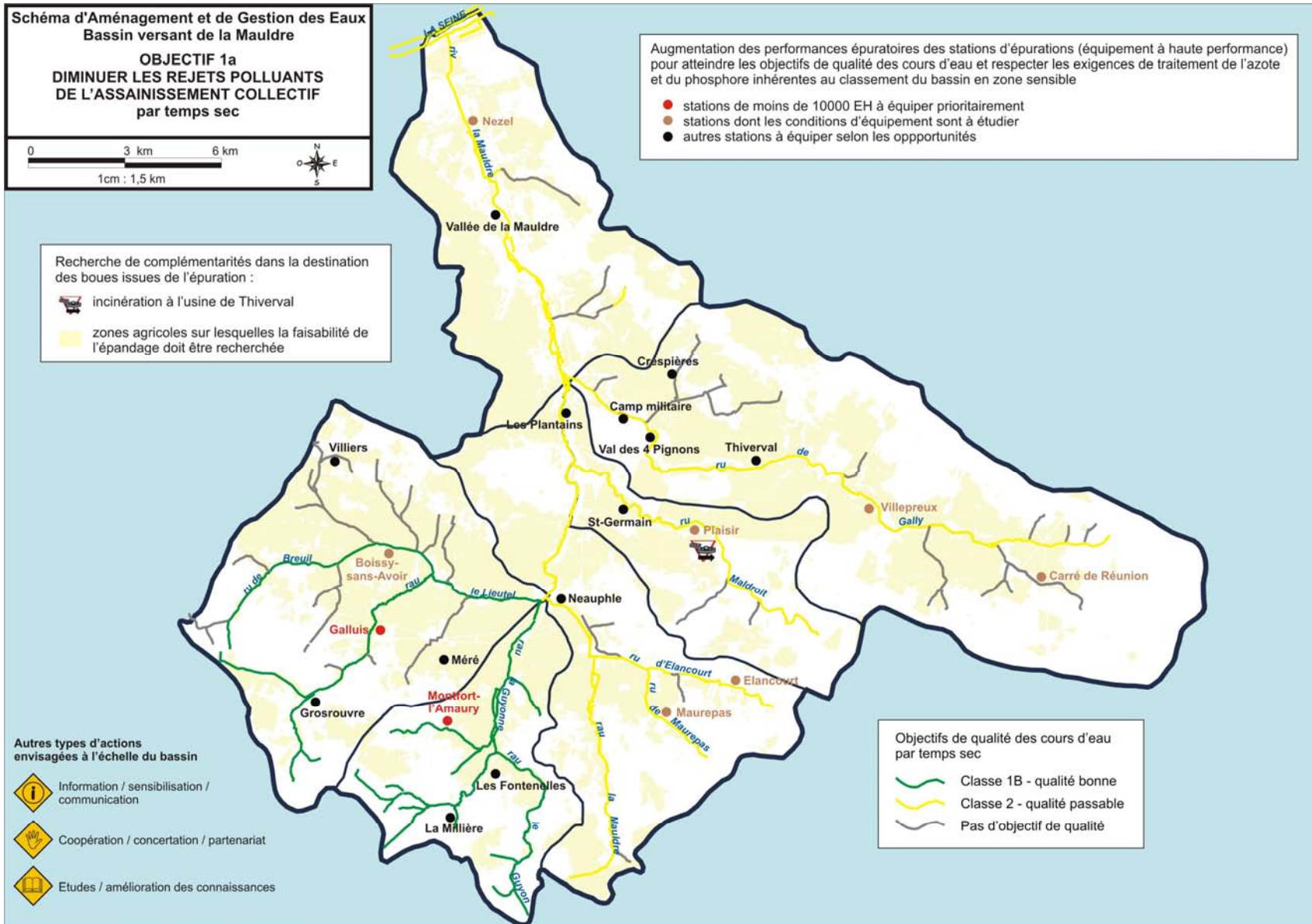
Achever l'élaboration (ou la mise à jour) des schémas directeurs d'assainissement par zone de collecte – épuration sur le bassin (définition des types d'assainissement par zone, *collectif/non collectif, unitaire/non unitaire*, « pollution diffuse », cela pour les eaux usées et les eaux pluviales et traduction dans les documents d'urbanisme).

Performances épuratoires des stations d'épuration

Les actions qui suivent découlent des études de simulation de niveaux de rejets et de qualité des cours d'eau présentées au Chapitre XX du Volume 2 (scénario 3, note Hydratec).

Renforcer à moyen terme les performances de 9 des 24 stations du bassin au delà des exigences réglementaires, en tenant compte de leur niveau d'équipement actuel, et des possibilités effectives d'amélioration du traitement :

- > améliorer les performances épuratoires des 2 stations de moins de 10000 Eh, dont les rejets même conformes aux normes actuelles ne permettraient pas l'obtention des objectifs de qualité sur les bassins amont (Galluis sur le Lieutel et Montfort sur la Guyonne) en les dotant d'un équipement à haute performance épuratoire.
- > étudier les conditions d'équipement à haute performance épuratoire des 7 autres stations (Carré de réunion, Villepreux, Plaisir, Maurepas, Elancourt, Boissy-sans-Avoir, Nézé) qui, hormis Nézé, excèdent les 10000 Eh, dont les rejets même conformes aux normes actuelles ne permettraient pas l'obtention des objectifs de qualité.



Des techniques rustiques « extensives » de type lagunage sont applicables dans ce cadre. D'autres techniques innovantes sont à l'heure actuelle en cours de mise au point en France sur de petites unités de traitement. Les sites de la Mauldre pourraient faire l'objet d'essais pilotes.

Rechercher les opportunités d'amélioration des performances épuratoires des 15 autres stations du bassin, toutes de moins de 10000 Eh, en les dotant dans la mesure du possible d'équipements à haute performance épuratoire et en évitant pour les toutes petites unités les rejets directs en rivière.

Gestion de la collecte-épuración

Développer les dispositifs de télégestion et d'auto-surveillance pour lutter contre les dysfonctionnements accidentels.

Généraliser et renforcer le partenariat entre gestionnaires de l'assainissement et activités raccordées à l'aide d'une convention cadre financière et technique (intégrant notamment l'obligation d'obtention d'une qualité de boues compatible avec les normes régissant la filière d'évacuation par recyclage agricole).

Systématiser les diagnostics et bilans de fonctionnement des réseaux tous les 10 ans.

Inciter les maîtres d'ouvrages et les gestionnaires à prévoir contractuellement, d'une part une gestion différenciée des stations en période d'étiage des cours d'eau garantissant une amélioration des performances de traitement au-delà des autorisations de rejets, d'autre part un fonctionnement normal des installations pendant les phases de travaux.

Etudier et intégrer dans le mode de gestion des boues des possibilités d'incinération ou de co-incinération avec les ordures ménagères (prioritairement à l'usine de Thiverval-Grignon) voire du compostage, comme solutions complémentaires à l'épandage.

A l'échelle des acteurs individuels

Appliquer les recommandations du guide conseil, et adhérer à une charte du bon usage de l'assainissement par les particuliers

- > surveiller et entretenir les raccordements aux réseaux (propriétaires de logements, responsables d'activités), respecter les consignes de rejets (occupants de logements, responsables d'activités)
- > respecter les termes des conventions de rejets (responsables d'activités conventionnées).

Cadre réglementaire

La directive européenne du 21 mai 1991 relative au traitement des eaux résiduaires urbaines traduite en droit français par la loi sur l'eau du 3 janvier 1992. L'article 10 de la loi sur l'eau du 3 janvier 1992, et ses décrets d'application 93742 et 93743 du 29 mars 1993, relatifs au régime d'autorisation ou de déclaration des activités et ouvrages influant sur les eaux superficielles et souterraines. Le décret n°94-469 du 3 Juin 1994, et les deux arrêtés du 22 décembre 1994, prescrivent les niveaux de rejet par temps sec et les dates de mise en conformité exigibles suivant les tailles des zones de collecte-épuración, et la sensibilité des milieux récepteurs et fixent les modalités techniques de surveillance des ouvrages de collecte et de traitement des eaux usées et de leurs sous-produits.

L'article 35 de la loi sur l'eau du 3 janvier 1992 et le décret d'application du 12 octobre 1998 repris par l'art L2224-10 du Code Général des Collectivités Territoriales font obligation aux communes et à leurs groupements de délimiter les zones d'assainissement collectif et les zones relevant de

l'assainissement non collectif, et de faire figurer ces zonages issus des schémas directeurs d'assainissement dans les annexes sanitaires des POS.

La loi du 10 juillet 1976 relative à la protection de la nature.

La loi du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement et son décret d'application du 21 septembre 1977.

De façon plus générale, l'article L35-8 du Code de la Santé Publique, prévoit que tout déversement autre que domestique dans les réseaux d'assainissement publics doit être préalablement autorisé par la collectivité à laquelle appartiennent les ouvrages empruntés par les eaux usées avant de rejoindre le milieu naturel. L'arrêté du 2 février 1998 prévoit les conditions minimales de rejet permettant d'envisager l'autorisation administrative de raccordement d'une installation classée au titre de l'environnement à un réseau public d'assainissement.

Le décret N°97- du 8 décembre 1997 et l'arrêté de janvier 1998 fixent par ailleurs les dispositions à prendre pour l'épandage en agriculture des boues issues du traitement des eaux usées. Il classe les boues en « déchets » au titre de la loi du 15 juillet 1975.

Le décret du 6 mai 1995 relatifs aux rapports annuels sur le prix et la qualité des services publics d'assainissement.

Pour mémoire, la directive CEE 18 juillet 1978 et la circulaire Ministère de l'environnement du 26 décembre 1978 relatives à la qualité des eaux prévoient l'établissement de cartes départementales d'objectifs de qualité. Les objectifs de qualité ont été définis dans le département des Yvelines par l'arrêté préfectoral du 30 avril 1991. Ces objectifs seront au final définis par le SAGE lui-même en conformité avec les orientations du SDAGE Seine Normandie approuvé le 20 septembre 1996.

APPLICATION SPECIFIQUE AU BASSIN

Respect simultané des normes de rejets et des objectifs de qualité de la Mauldre et de ses affluents.

En prenant en compte les objectifs de qualité définis par le Département des Yvelines (arrêté préfectoral du 30 avril 1991) et les orientations du SDAGE, les objectifs de qualité des cours d'eau du bassin, devant être atteints à terme, sont les suivants :

- 1B pour la Guyonne, le Lieutel et son affluent le ru de Breuil
- 2 pour la Mauldre et ses autres affluents.


Le classement du bassin versant de la Mauldre en zone sensible (arrêté du 31 août 1999 relatif à la modification de la délimitation des zones sensibles), fixe des exigences spécifiques pour les rejets vis à vis de l'azote et/ou du phosphore et impose leur mise en conformité au plus tard 7 ans après la date de classement soit 31 août 2006 pour l'ensemble du bassin.

La réalisation d'un diagnostic et d'un bilan de fonctionnement du réseau d'assainissement est obligatoire par période de 10 ans pour chaque maître d'ouvrage public.





Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux
Bassin versant de la Mauldre

OBJECTIF 1b
DIMINUER LES REJETS POLLUANTS
DE L'ASSAINISSEMENT COLLECTIF
par temps de pluie

0 3 km 6 km
1cm : 1,5 km



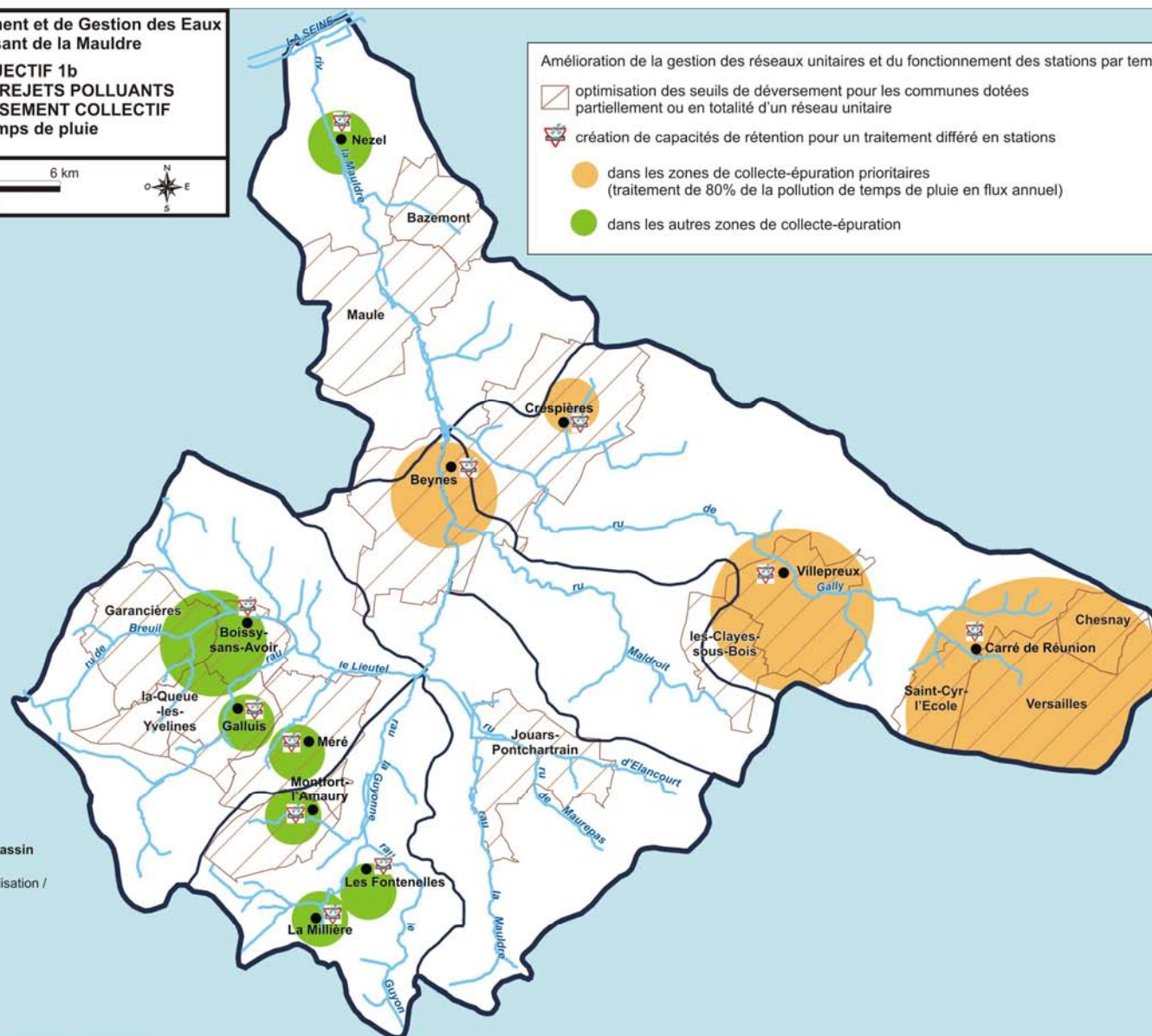
Amélioration de la gestion des réseaux unitaires et du fonctionnement des stations par temps de pluie

-  optimisation des seuils de déversement pour les communes dotées partiellement ou en totalité d'un réseau unitaire
-  création de capacités de rétention pour un traitement différé en stations
-  dans les zones de collecte-épurations prioritaires (traitement de 80% de la pollution de temps de pluie en flux annuel)
-  dans les autres zones de collecte-épurations

Autres types d'actions envisagées à l'échelle du bassin



Information / sensibilisation / communication



Objectif 1b

DIMINUER LES REJETS POLLUANTS DE L'ASSAINISSEMENT COLLECTIF ET GÉRER LES SOUS-PRODUITS DE L'ÉPURATION PAR TEMPS DE PLUIE

ORIENTATIONS ET RECOMMANDATIONS GÉNÉRALES

- > Améliorer la connaissance de l'impact des rejets de temps de pluie, en tant que pollutions accidentelles, sur les milieux, pour arriver à définir à terme des objectifs de rejets écologiquement acceptables
- > Assainir les zones de croissance urbaine et périurbaine en réseaux séparatifs, quand il s'agit d'un assainissement collectif

- > Améliorer la gestion des réseaux unitaires par une optimisation des seuils de déversement et autant que possible par la suppression des arrivées pluviales
- > Promouvoir les solutions alternatives de stockage / réutilisation / traitement à la parcelle, comme alternatif au « tout-tuyau » pour toute nouvelle opération d'aménagement ou de réaménagement (voir objectif 4)

TERRITOIRE CONCERNE

Ensemble des zones de collecte-épuration assainies en réseau unitaire. Elles sont principalement situées dans le sous-bassin du ru de Gally, mais également présentes sur le Lieutel, la Guyonne, les rus d'Elancourt et de Maldroit, et plus marginalement la Mauldre aval

VOIR AUSSI

OBJECTIF 4 : Gérer les ruissellements et les capacités de rétention

TRADUCTION DE L'OBJECTIF EN ACTIONS

A l'échelle du bassin

Réaliser et diffuser une plaquette d'information et de promotion des techniques alternatives d'assainissement pluvial (voir objectif 4).

A l'échelle des communes et de leurs groupements

Achever l'élaboration des schémas directeurs d'assainissement (voir objectif 1a), notamment pour les eaux pluviales.

Créer au niveau des stations concernées des capacités de rétention (solution qui apparaît à l'issue des études préalables la plus adaptée au niveau technico-économique), pour pouvoir utiliser les capacités de traitement de temps sec en différé. Ces équipements pourront être utilisés pour intercepter des pollutions accidentelles.

Stations des zones de collecte-épuration prioritaires

- > Carré de Réunion pour laquelle le projet de bassin de stockage est en cours de définition
- > Villepreux où le dimensionnement est en cours
- > Crespières.

Stations des autres zones de collecte

- > Les Mesnuls, Montfort-l'Amaury, et Méré sur la Guyonne
- > Boissy-sans-Avoir et Galluis sur le Lieutel
- > Nézel sur la Mauldre aval.

A l'échelle des acteurs individuels

Mettre en œuvre les dispositifs de rétention / réutilisation de l'eau de pluie à la parcelle et limiter au maximum le rejet en réseau public.

Cadre réglementaire

La Directive européenne du 21 Mai 1991, relative au traitement des eaux urbaines résiduaires traduite en droit français par la loi sur l'eau du 3 Janvier 1992, notamment ses articles 4, 8, 9, 10, 35, 36 et ses décrets d'application n°93-742 et 93-743 du 29 mars 1993 et n°94-469 du 3 juin 1994 :

- visent la nécessité de limiter la pollution des milieux récepteurs résultant des surcharges dues aux pluies d'orage (en excluant toute-

fois a priori l'objectif de traiter les eaux issues de précipitations exceptionnellement fortes)

- instaurent un régime de déclaration et d'autorisation pour les rejets
- obligent les collectivités à établir une planification de l'assainissement précisant les modalités de prise en compte de la pollution par temps de pluie.

APPLICATION SPECIFIQUE AU BASSIN

Obligation pour chaque zone de collecte-épuration prioritaire d'intercepter 80% de la pollution émise par temps de pluie en flux annuel (ce qui peut conduire à un dimensionnement de rétention de 30 à 70 m³/ha de surface active), et de traiter ces effluents à un niveau comparable à un traitement de temps sec.

Obligation pour chaque maître d'ouvrage en zone de collecte-épuration unitaire d'élaborer un schéma directeur d'assainissement avec un volet « eaux pluviales » précisant notamment les parties de réseaux ayant vocation à rester en unitaires et celles destinées à évoluer vers un système séparatif.

Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux
Bassin versant de la Mauldre

OBJECTIF 2
DIMINUER LES REJETS POLLUANTS DIFFUS
ET LES APPORTS SOLIDES LIES
AU RUISSELLEMENT

0 3 km 6 km
1cm : 1,5 km



Mise en place d'une assistance technique à l'assainissement autonome

- commune assainie totalement en autonome
- commune dotée d'un parc notable de dispositifs d'assainissement autonome

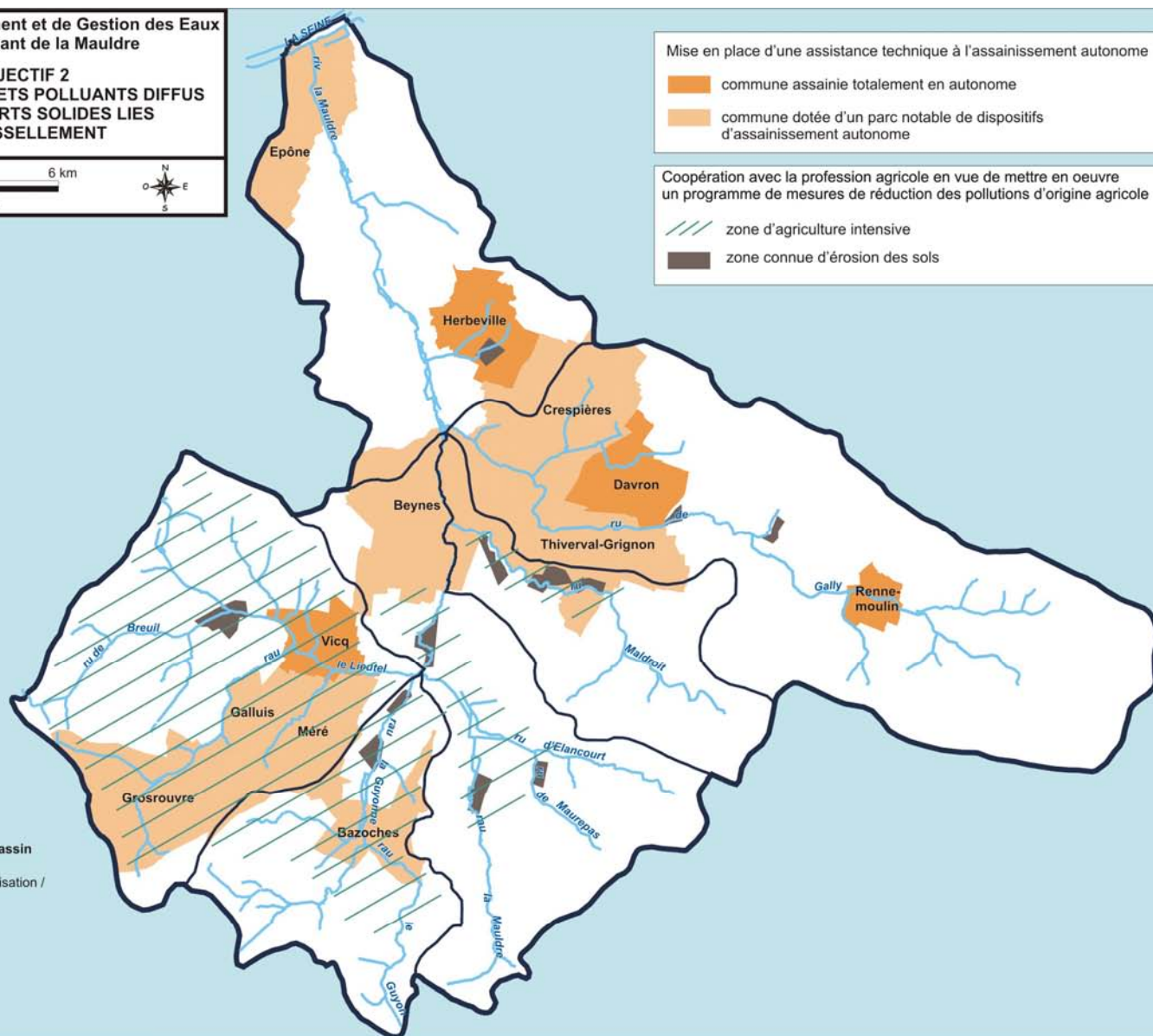
Coopération avec la profession agricole en vue de mettre en oeuvre un programme de mesures de réduction des pollutions d'origine agricole

- zone d'agriculture intensive
- zone connue d'érosion des sols

Autres types d'actions envisagées à l'échelle du bassin



Information / sensibilisation / communication



Objectif 2

DIMINUER LES REJETS POLLUANTS DIFFUS ET LES APPORTS SOLIDES LIÉS AU RUISSELLEMENT

ORIENTATIONS ET RECOMMANDATIONS GENERALES

- > Améliorer la connaissance et l'implication des acteurs concernés dans la maîtrise des flux de pollution diffuse
 - issue des installations d'assainissement individuel
 - issue de l'entretien des infrastructures de transport et des espaces verts
 - issue des pratiques agricoles en zones de culture intensive
 - issue des pratiques de « jardinage » des particuliers
 - issue des activités industrielles, artisanales et commerciales
 - issue des décharges et dépôts sauvages

- > Etudier systématiquement, dans les zones d'assainissement non collectif, l'alternative entre assainissement à la parcelle et assainissement regroupé pour optimiser le rendement épuratoire (coût global / efficacité)
- > Intégrer dans le service public d'assainissement les missions d'entretien et de gestion des installations d'assainissement individuel
- > Améliorer la protection des rivières par rapport aux pollutions et apports solides liés au ruissellement dans le cadre de la gestion globale des berges et des rives (voir objectif 8)

TERRITOIRE CONCERNE

Diminution des rejets polluants diffus

- communes assainies en totalité en non collectif : Davron, Rennemoulin, Vicq, Herbeville
- zones urbaines assainies partiellement en non collectif
- abords des infrastructures routières et ferroviaires RN12, A13, A12, RN191, RD307, SNCF, etc
- zones d'agriculture intensive : Lieutel, Guyonne, Guyon

Diminution des apports solides liés au ruissellement

- tout rejet eaux pluviales en système séparatif
- zones d'agriculture intensive, et notamment : Lieutel, Guyonne, Guyon
- berges des cours d'eau

VOIR AUSSI

OBJECTIF 4 : Gérer les ruissellements et les capacités de rétention
OBJECTIF 6 : Garantir l'alimentation en eau potable
OBJECTIF 8 : Gérer les rives et les abords des cours d'eau

TRADUCTION DE L'OBJECTIF EN ACTIONS

> Diminution des rejets polluants diffus

A l'échelle du bassin

Préciser la localisation des zones à risques vis à vis des pollutions diffuses sur l'ensemble du bassin.

Rédiger des documents d'informations et de sensibilisation de type « guide-conseil, vade-mecum », concernant l'utilisation des engrais, désherbants et pesticides (périodes d'épandage, dosage, collecte des emballages...) :

- > à l'usage des gestionnaires publics d'infrastructures routières et ferroviaires, d'espaces verts (communes, Département, Etat / DDE, SNCF...)
- > à l'usage des particuliers.

Mettre en place une assistance technique à l'assainissement autonome (installation, mise en conformité, entretien) afin de conseiller les communes.

Mettre en œuvre et animer un processus de coopération avec la profession agricole en vue d'aboutir à l'application volontaire du code de bonnes pratiques agricoles sur le bassin de la Mauldre et notamment à la promotion

de toutes les techniques limitant les fuites d'azote, et les apports de produits phytosanitaires : opérations type Ferti-Mieux, Pulvé-Mieux..., y compris dans le cadre des CTE institués par la loi d'orientation agricole.

Supprimer les décharges et dépôts sauvages

Déclaration des cessations d'activités

Sur l'ensemble du bassin, le service de l'Etat compétent, lors de la cessation de toute activité de nature à émettre des pollutions diffuses (stockage, activités artisanales, industrielles, agricoles...), veillera à l'établissement d'un mémoire sur l'état du site et au traitement des pollutions accidentelles antérieures.

A l'échelle des communes et de leurs groupements

Elaborer et mettre en œuvre un volet « pollution diffuse » (inventaire des rejets directs, des dysfonctionnements, zonage communal), dans le cadre des schémas directeurs d'assainissement (voir objectif 1a).

Supprimer les assainissements individuels raccordables dans les zones d'assainissement collectif.

Définir les conditions juridiques techniques et financières d'intégration des assainissements autonomes dans les services publics d'assainissement.

A l'échelle des acteurs individuels

Appliquer les prescriptions du guide conseil et adhérer à la charte d'engagement (tous gestionnaires d'infrastructures et particuliers).

Se raccorder au réseau public (tous particuliers assainis en individuel) ou mettre en conformité et (faire) entretenir les dispositifs d'assainissement individuel.

Appliquer au maximum le code des bonnes pratiques agricoles (tous exploitants).

Alerter les autorités administratives et la CLE et prendre les dispositions de nature à connaître et éventuellement à faire cesser les pollutions diffuses en cas

d'arrêt d'activités susceptibles de polluer l'eau de façon diffuse (stockage, activités artisanales, industrielles, agricoles...).

> **Diminution des apports solides liés au ruissellement**

A l'échelle du bassin

Préciser la localisation des zones à risques vis à vis de l'érosion des terres sur l'ensemble du bassin.

A l'échelle des acteurs individuels

Appliquer impérativement le code des bonnes pratiques (exploitants agricoles des zones à risques).

Cadre réglementaire

La directive CEE du 12 décembre 1991, reprise dans la loi sur l'eau du 3 janvier 1992 et ses articles 8 et 9, vise à réduire la pollution des eaux provoquée ou induite par les nitrates à partir de sources agricoles et à prévenir toute nouvelle pollution de ce type, dans les zones classées vulnérables par référence à la teneur en nitrate ou à l'état d'eutrophisation des eaux qui en sont issus.

Le règlement CEE 2078/92 du 30 juin 1992 pour la mise en œuvre de la Politique Agricole Commune

Le décret 93-1038 du 27 août 1993 rend obligatoire l'application du code des bonnes pratiques agricoles dans les zones classées vulnérables précitées.

La loi sur l'eau du 3 janvier 1992 et son article 35, l'arrêté du 6 Mai 1996 et la circulaire du 22 Mai 1997 fixent les prescriptions techniques et les modalités du contrôle et du suivi des systèmes d'assainissement non collectif, dont les communes ont la charge. Ils prévoient par ailleurs que les communes ont obligation d'établir un zonage communal, devant figurer à l'annexe sanitaire du plan d'occupation des sols et qu'elles peuvent prendre en charge l'entretien des systèmes autonomes dans le cadre du service public d'assainissement.

Le décret du 12/10/98 (voir objectif 1a)

La loi sur les déchets du 15 juillet 1975 modifiée par la loi du 13 juillet 1992 sur les responsabilités et conditions de stockage et de traitement des déchets ménagers et assimilés.

La loi d'orientation agricole en cours de discussion.

APPLICATION SPECIFIQUE AU BASSIN

> *Pollutions diffuses*

Les zones reconnues par la CLE à risques vis à vis des pollutions diffuses, notamment les zones d'agriculture intensive, d'élevage, et les zones d'assainissement non collectif, doivent figurer à l'annexe sanitaire des POS.

Application orientée « lutte contre la pollution diffuse » des futurs contrats territoriaux d'exploitation de la loi d'orientation agricole adoptée en juillet 1999.

Sur l'ensemble du bassin la cessation de toute activité de nature à émettre des pollutions diffuses (stockage, activités artisanales, industrielles, agricoles,...) est soumise à déclaration auprès du service de l'Etat compétent.

> *Apports solides liés au ruissellement*

Les zones reconnues à risques par la CLE (forte pente, proximité du cours d'eau, constat d'érosion lors d'événements pluvieux,...) vis à vis de l'érosion des terres doivent figurer à l'annexe sanitaire des POS.

Dans les zones à risques d'érosion des terres, l'application du code des bonnes pratiques est rendue obligatoire (cultures de couverture hivernale, cultures sans labour, sens des labours...).

Objectif 3

DIMINUER L'EXPOSITION AU RISQUE D'INONDATION

ORIENTATIONS ET RECOMMANDATIONS GENERALES

- > Ne pas aggraver l'exposition au risque
- > Renforcer la connaissance du risque d'inondation auprès des collectivités locales et de la population
- > Sensibiliser les collectivités locales et les populations riveraines aux risques d'inondation, et aux comportements à adopter en situation de crise

- > Harmoniser et mettre à niveau les outils de maîtrise de l'occupation des sols du lit majeur pour améliorer la protection des biens et des personnes exposés aux risques d'inondation

TERRITOIRE CONCERNE

L'ensemble des communes présentant des zones inondables et plus particulièrement :

- 9 communes de la Mauldre aval pour un linéaire de rivière de 17 km (hormis la plaine alluviale de la Seine où un Plan de Surface Submersible cohérent existe déjà) : Aubergenville, Epône, La Falaise, Nézél, Aulnay-sur-Mauldre, Maule, Mareil-sur-Mauldre, Montainville et Beynes
- La vallée de la Mauldre entre les confluences avec le ru de Maldroit et le ru du Lieutel, la vallée du ru d'Elancourt et la vallée du Lieutel jusqu'à Vicq. Soit environ 9 km de rivière sur les communes de Vicq, Neauphle-le-vieux, Villiers-Saint-Frédéric

VOIR AUSSI

OBJECTIF 4 : Gérer les ruissellements et les capacités de rétention

TRADUCTION DE L'OBJECTIF EN ACTIONS

A l'échelle du bassin

Matérialiser la mémoire des crues : inventaire des repères et documents photographiques existants, confection d'un atlas des crues, nivellement et marquage.

Réaliser l'étude préalable à la révision du Plan de Prévention des Risques d'Inondation de la Mauldre en s'appuyant notamment sur :

- > une reconstitution cartographique des zones reconnues inondables
- > une modélisation mathématique de la rivière (crue centennale)

- > un règlement d'usage des sols en zone inondable comprenant des prescriptions de type autorisation, autorisation sous réserves, voire interdiction.

A l'échelle des communes et de leurs groupements

Conduire la procédure administrative de révision du PPR.

Réaliser et diffuser régulièrement une plaquette d'information à destination des communes et des riverains, sur les risques d'inondation, et la conduite à tenir en cas de crise.

Traduire les prescriptions du PPR dans les documents d'urbanisme (POS...).

Faire appliquer les dispositions transitoires : instruction des permis de construire et des remblaiements de façon à ne pas modifier de manière substantielle les zones reconnues inondables et de ne pas aggraver les risques encourus par les personnes et les biens, en cas de crue exceptionnelle.

A l'échelle des acteurs individuels

Respecter les consignes relatives à l'occupation des sols et aux comportements à adopter en cas de crue (tous riverains en zones inondables).

Cadre réglementaire

Les articles 2, 10 et 31 de la loi sur l'eau du 3 janvier 1992, et ses décrets d'application 93742 et 93743 du 29 mars 1993, relatifs au régime d'autorisation ou de déclaration des activités et ouvrages influant sur les eaux superficielles et souterraines et les milieux aquatiques.

La loi n° 95-101 du 2 Février 1995 relative au renforcement de la protection de l'environnement instaure les Plans de Prévention des Risques d'Inondation. Une fois adoptés après enquête publique, ceux-ci font l'objet d'un arrêté et sont inscrits en annexe aux Plans d'Occupation des Sols.

Les décrets du 5 octobre 1995 et du 17 octobre 1995 relatifs aux Plans de Prévention des Risques et à l'expropriation de certains biens exposés.
Le code de l'urbanisme articles L121-10, R111-2, R111-3 (abrogé), et R442-2.

APPLICATION SPECIFIQUE AU BASSIN

Dans les meilleurs délais, l'Etat révisera le PPRI de la Mauldre actuel compte tenu de l'ancienneté de ce document et des incohérences qui ont pu être constatées tant sur le tracé des zones inondables que sur leur recensement.

La révision du PPRI prendra en compte l'évolution de l'occupation du sol et des conditions d'écoulement sur le Bassin Versant de la Mauldre et retiendra comme base d'élaboration le risque de la crue centennale.

Dans l'attente de cette révision, il est souhaitable que l'instruction des permis de construire et des autorisations de remblaiement soit menée dans l'objectif de ne pas modifier de manière substantielle les zones reconnues inondables et de ne pas aggraver les risques encourus par les personnes et les biens, en cas de crue exceptionnelle.

Objectif 4

GERER LES RUISSELLEMENTS ET LES CAPACITES DE RETENTION

ORIENTATIONS ET RECOMMANDATIONS GENERALES

- > Promouvoir les techniques qui permettent de limiter le ruissellement par temps de pluie le plus en amont possible : infiltration, retenues à la source, création d'obstacles ralentissant l'arrivée des ruissellements dans les cours d'eau,...tant en zone urbanisée qu'en zone agricole.
- > Promouvoir les techniques alternatives de stockage / réutilisation des eaux pluviales à la parcelle pour toute nouvelle opération d'aménagement.

- > Préserver la capacité et les opportunités géographiques de débordement naturel des rivières dans leur lit majeur sans risques pour les biens et les personnes.
- > Améliorer la connaissance du rôle et du mode de fonctionnement des retenues existantes.
- > Améliorer les caractéristiques techniques du système de retenue dans son ensemble (création d'un nouvel ouvrage sur le Lieutel, et mise en œuvre d'une gestion globale à l'échelle du bassin).

TERRITOIRE CONCERNE

Les secteurs amont urbanisés dont les rejets pluviaux s'effectuent dans le ru de Gally, le ru de Maldroit et l'amont du bassin le long de la RN10
Les secteurs agricoles de la Mauldre moyenne et le sous-bassin versant du Lieutel
tous les secteurs de vallée non encore urbanisés dans lesquels le cours d'eau peut déborder (la Haie-Bardelle sur le Lieutel, secteur de Montainville...)
Les retenues existantes sur le Lieutel, les rus de Gally et d'Elancourt.

VOIR AUSSI

OBJECTIF 1b : Diminuer les rejets polluants de l'assainissement collectif par temps de pluie
OBJECTIF 2 : Diminuer les rejets polluants diffus
OBJECTIF 3 : Diminuer l'exposition aux risques d'inondation
OBJECTIF 7 : Restaurer et assurer l'entretien écologique des cours d'eau et des zones humides

TRADUCTION DE L'OBJECTIF EN ACTIONS

A l'échelle du bassin

Réaliser et diffuser un document d'information et de sensibilisation sur les techniques alternatives d'assainissement pluvial type « guide des bonnes pratiques » à l'usage des maîtres d'ouvrages publics et privés

Mettre en œuvre un processus de coopération avec la profession agricole en vue de promouvoir toutes les techniques visant à limiter les ruissellements et l'érosion des sols (*action concomitante avec l'action décrite dans l'objectif 2*).

Réaliser l'étude hydraulique du système de retenues du bassin de la Mauldre :

- > acquisition de données : volume des retenues actuelles, épaisseur et volume de boues accumulées, origine des boues, état des ouvrages (diagnostic du génie civil, des mécanismes, et de la vannerie), mesure des pluies, des débits entrants des volumes stockés, des débits restitués pour une saison hydrologique
- > analyse des possibilités de révision et d'amélioration des règles de gestion (modélisation pour des crues à déterminer en fonction des besoins locaux)

Conduire une étude de faisabilité de site(s) de rétention sur le Lieutel

- > analyse hydrologique des crues du Lieutel
- > recherche de sites potentiels

Réaliser un guide des prescriptions (techniques et d'urbanisme) à appliquer sur l'ensemble du bassin versant par les maîtres d'ouvrages de l'assainissement et de l'aménagement, en vue de mettre en œuvre les techniques alternatives d'assainissement pluvial. Ces prescriptions sont à adapter en fonction :

Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux
Bassin versant de la Mauldre

OBJECTIFS 3 et 4
DIMINUER L'EXPOSITION AU RISQUE
D'INONDATION
GERER LES RUISSELLEMENTS
ET LES CAPACITES DE RETENTION

0 3 km 6 km
1cm : 1,5 km



Amélioration de la gestion et de l'entretien des cours d'eau :
incitation au regroupement des communes pour une maîtrise
d'ouvrage cohérente

Commune concernée

Mise en place d'un Plan de Prévention des Risques (PPR) sur les communes
présentant des risques d'inondations

Commune concernée

Coopération avec la profession agricole en vue de mettre en oeuvre
toutes les techniques de réduction des ruissellements et d'érosion des sols

Zone prioritaire d'agriculture intensive

Autres types d'actions
envisagées à l'échelle du bassin



Information / sensibilisation /
communication

Etude hydraulique du système de retenues du bassin pour mieux connaître
et gérer les retenues existantes et évaluer la pertinence de nouvelles retenues
pour le sous-bassin du Lieutel

Principale retenue concernée

- > de la maîtrise d'ouvrage (particulier, aménageur public ou privé...)
- > du type d'aménagement (habitation, lotissement, ZAC, infrastructure...)
- > de la taille de l'aménagement.

A l'échelle des communes et de leurs groupements

Réaliser des aménagements mettant en œuvre les techniques de stockage / réutilisation des eaux pluviales à la parcelle ; faire réaliser les études dans ce domaine.

Inciter au regroupement des communes riveraines dans une structure assurant une maîtrise d'ouvrage cohérente sur le bassin du Lieutel, notamment pour réaliser un entretien concerté lors de l'instruction des permis de construire.

A l'échelle des acteurs individuels

Mettre en œuvre au maximum les techniques de stockage / réutilisation des eaux pluviales à la parcelle (tout propriétaire, aménageur).

Mettre en œuvre au maximum les techniques visant à limiter / freiner les ruissellements et l'érosion des sols (tous exploitants agricoles).

Respecter le rôle et le fonctionnement des zones naturelles d'expansion de crues (exploitants agricoles riverains).

Cadre réglementaire

L'article 35 de la loi sur l'eau prévoit, avec l'article L2224-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, la réalisation d'un zonage comprenant les zones où des mesures doivent être prises pour limiter l'imperméabilisation des sols et pour assurer la maîtrise du débit et de l'écoulement des eaux pluviales et de ruissellement ; les zones où il est nécessaire de prévoir des installations pour assurer la collecte, le stockage éventuel et en tant que de besoin, le traitement des eaux pluviales et de ruissellement lorsque la pollution qu'elles apportent au milieu aquatique risque de nuire gravement à l'efficacité des dispositifs d'assainissement.

L'article 10 de la loi sur l'eau et ses décrets d'application n°93-742 et 93-743 du 29 mars 1993 instaurent un régime de déclaration / autorisation pour toute opération ayant un impact sur l'eau et les milieux aquatiques.
Les règlements de zone des Plans d'Occupation des Sols et les règlements de Plan de Prévention des Risques d'inondations prescrivent les dispositions particulières aux zones d'expansion des crues.

L'article R123-17 du Code de l'Urbanisme, relatif au rapport de présentation des POS, prévoit l'obligation « d'analyser, en fonction de la sensibilité du milieu, l'état initial du site, de l'environnement et du paysage, et les incidences de la mise en œuvre du POS sur leur évolution ainsi que les mesures prises pour leur préservation et leur mise en valeur ».
Le décret du 12/10/98 annexes sanitaires des POS (voir objectif 1a)

APPLICATION SPECIFIQUE AU BASSIN

Extension à tout le bassin de l'obligation de maîtrise du ruissellement à la source en limitant à 1l/s/ha le débit de ruissellement généré par toute nouvelle opération d'aménagement, qu'elle concerne un terrain déjà aménagé ou un terrain naturel dont elle tend à aggraver le niveau d'imperméabilisation.

Obligation pour le maître d'ouvrage de toute opération d'aménagement ou de réaménagement, d'étudier une variante technique de stockage / traitement / réutilisation des eaux pluviales à la parcelle.

Le rapport de présentation des POS présentera, après chaque révision, l'évolution des ruissellements et son impact sur les milieux aquatiques et humides.

Objectif 5

MAÎTRISER LES CONSOMMATIONS D'EAU

ORIENTATIONS ET RECOMMANDATIONS GÉNÉRALES

- > Améliorer la connaissance des consommations, des besoins et des conditions de leur satisfaction
- > Sensibiliser et inciter tous les utilisateurs aux économies d'eau
- > Promouvoir les dispositifs techniques et les pratiques les plus économes en eau

- > Améliorer les rendements techniques des réseaux de distribution d'eau potable
- > Réserver les ressources souterraines à l'eau potable et promouvoir d'autres sources d'approvisionnement (eau de pluie par exemple) pour les autres usages

TERRITOIRE CONCERNE

Tout le bassin

VOIR AUSSI

OBJECTIF 1a : Diminuer les rejets polluants de l'assainissement collectif par temps sec
OBJECTIF 6 : Garantir l'alimentation en eau potable

TRADUCTION DE L'OBJECTIF EN ACTIONS

A l'échelle du bassin

Diagnostiquer l'état des prélèvements et de leur destination, proposer une rationalisation de l'accès à la ressource en liaison avec l'objectif «garantir l'alimentation en eau potable» et diversifier la ressource (eaux pluviales,...) pour des usages autres que l'eau potable.

Réaliser des campagnes de sensibilisation des communes et plus largement de tous les gestionnaires d'équipements publics, d'espaces verts, et de voiries, pour une utilisation plus économe de l'eau.

Réaliser des campagnes de sensibilisation grand public sur la maîtrise des consommations individuelles et les possibilités de réutilisation des eaux pluviales.

Elaborer un guide de recommandations techniques à l'usage des communes, aménageurs, des professionnels du bâtiment pour aider à développer des constructions et ouvrages économes en eau, et les dispositifs de réutilisation des eaux pluviales.

Réaliser avec les fabricants une opération pilote de promotion et d'aide financière à la mise en place des dispositifs techniques économiseurs d'eau.

Mise en place en partenariat avec le monde agricole d'un programme d'irrigation raisonnée...

Mise en place avec le monde économique et notamment les PME/PMI et l'artisanat d'un programme de réduction des consommations dans les activités.

A l'échelle des communes et de leurs groupements

Généraliser la lutte contre le gaspillage

- > en étudiant pour chaque ouvrage les conditions d'une optimisation du dispositif de production
- > en systématisant les études de recherche de fuite en réseaux voire les dispositifs de surveillance en continu et en corrigeant les principaux défauts.

Faire réaliser par les maîtres d'ouvrage des opérations d'aménagement, les études de faisabilité de réutilisation des eaux pluviales à la parcelle.

A l'échelle des acteurs individuels

Appliquer les recommandations techniques du guide pour des constructions économes en eau (aménageurs, maîtres d'œuvre, entreprises de constructions, propriétaires).

Adopter des comportements (et notamment une politique d'achats de matériels, et de récupération/utilisation de l'eau de pluie) économes en eau (ménages, irriguants, industriels).

Participer au programme de réduction des consommations (responsables PME/PMI, irriguants).

Cadre réglementaire

La loi sur l'eau du 3 janvier 1992 dans ses articles 1 et 2 oblige chacun à concourir à une gestion équilibrée de la ressource en eau.

La loi sur l'eau du 3 janvier 1992, et la loi sur le renforcement de la protection de l'environnement du 2 février 1995 font obligation annuelle aux communes et syndicats de rendre public les éléments techniques décrivant les conditions d'exécution du service.

Le décret du 26 septembre 1994 relatif aux conditions d'information sur la qualité de l'eau distribuée en vue de la consommation humaine.

Le décret du 6 mai 1995 relatifs aux rapports annuels sur le prix et la qualité des services publics d'eau potable.

L'arrêté du 2 février 1998, relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toutes natures des installations classées soumises à autorisation, interdit sauf autorisation explicitée par un arrêté préfectoral la réfrigération en circuit ouvert.

APPLICATION SPECIFIQUE AU BASSIN

Application spécifique au bassin

Obligation pour les maîtres d'ouvrage d'opérations d'aménagement de type ZAC, de réaliser une étude des conditions de réutilisation des eaux pluviales à la parcelle, dans les logements, dans les locaux d'activité.

Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux
Bassin versant de la Mauldre

OBJECTIF 6a
GARANTIR L'ALIMENTATION EN EAU POTABLE
Protéger la qualité des eaux souterraines

0 3 km 6 km
1cm : 1,5 km



Mise en place avant 2005 de périmètres de protection
déclarés d'utilité publique pour les captages en exploitation

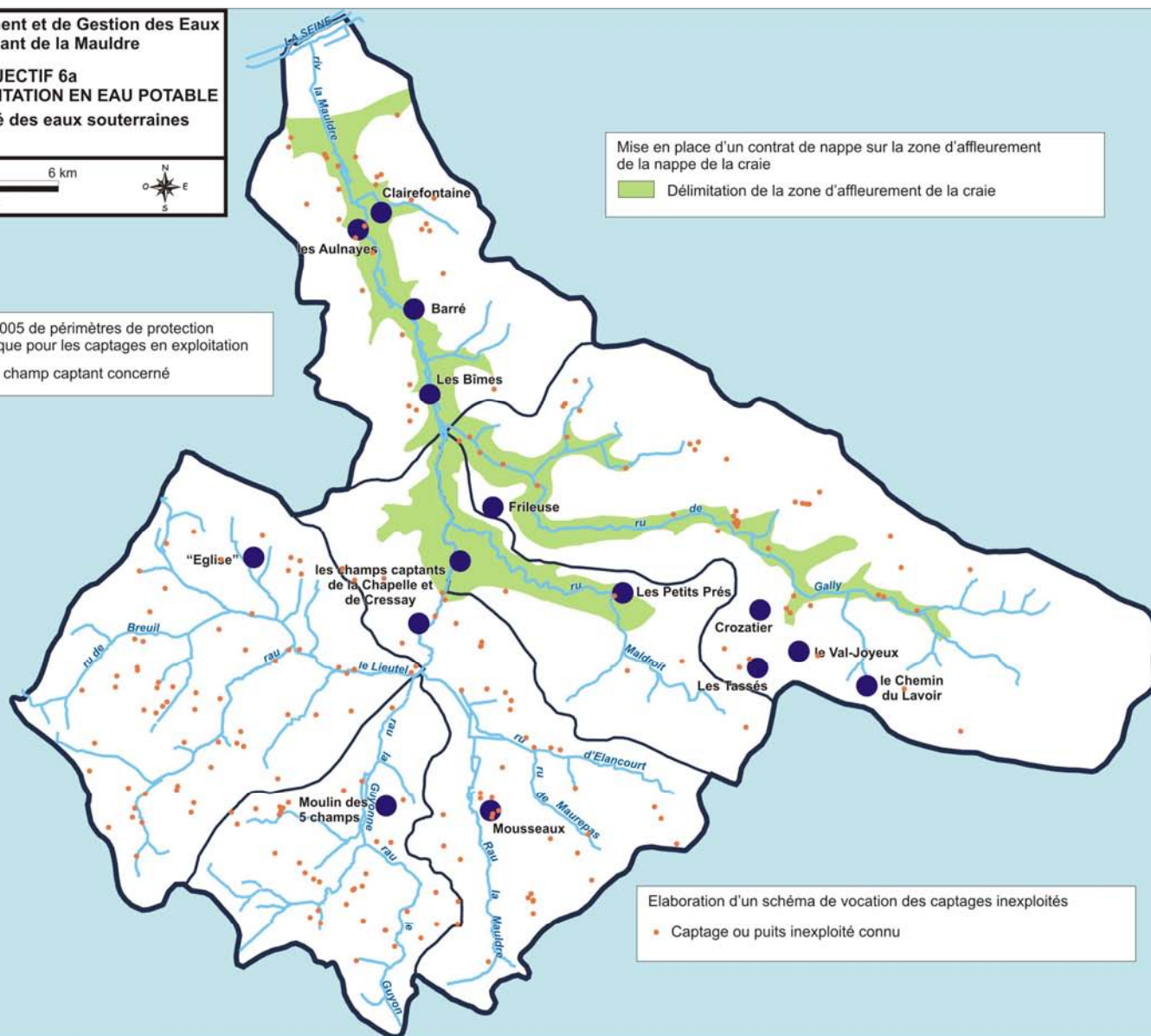
● Captage AEP ou champ captant concerné

Mise en place d'un contrat de nappe sur la zone d'affleurement
de la nappe de la craie

■ Délimitation de la zone d'affleurement de la craie

Elaboration d'un schéma de vocation des captages inexploités

● Captage ou puits inexploité connu



Objectif 6a

GARANTIR L'ALIMENTATION EN EAU POTABLE

Protéger la qualité des eaux souterraines

ORIENTATIONS ET RECOMMANDATIONS GENERALES

- > Améliorer la connaissance de la qualité des eaux de nappe et de leur piézométrie
- > Protéger réglementairement l'ensemble des ouvrages de production d'eau potable en exploitation
- > Protéger globalement et durablement la nappe de la craie et la réserver à l'eau potable
- > Améliorer le dispositif de surveillance des ouvrages
- > Renforcer la prévention et la gestion des pollutions accidentelles

TERRITOIRE CONCERNE

L'ensemble des zones de vulnérabilité des eaux souterraines :

- zone d'affleurement de l'aquifère de la craie en Mauldre aval, moyenne, ru de Gally, et aval du ru de Maldroit
- zone d'affleurement de l'aquifère des calcaires éocène en Mauldre amont et le Lieutel

VOIR AUSSI

OBJECTIF 1 : Diminuer les rejets polluants de l'assainissement collectif et gérer les sous-produits de l'épuration

OBJECTIF 2 : Diminuer les rejets polluants diffus

OBJECTIF 4 : Gérer les ruissellements et les capacités de rétention

TRADUCTION DE L'OBJECTIF EN ACTIONS

A l'échelle du bassin

Généraliser l'application de la charte professionnelle de qualité d'exécution pour tous les nouveaux puits et forages du bassin.

Mettre en place un contrat de nappe sur la zone d'affleurement de la nappe de la craie

- > établir un diagnostic des risques de pollution et un cahier de mesures particulières de protection correspondant
- > sur cette base, mettre en place un contrat de nappe entre les acteurs concernés pour la gestion de cet aquifère.

Etablir un schéma de vocation des captages inexploités :

- > recensement des captages inexploités
- > analyse de leur devenir : pertinence de les obstruer, de les

utiliser comme ouvrage de surveillance des eaux souterraines au sein d'un réseau à développer (voir chapitre III), ou de les transformer en ouvrage de protection par pompage et fixation de la pollution.

A l'échelle des communes et de leurs groupements

Etablir ou réviser les périmètres de protection immédiats, rapprochés et le cas échéant éloignés, des 46 captages en activité (début 2001, le constat est de 16 ouvrages en cours de DUP, 3 ouvrages dont la DUP est terminée).

Faire respecter les prescriptions de protection de la zone de vulnérabilité de la nappe de la craie.

A l'échelle des acteurs individuels

Déclarer les ouvrages d'accès direct à la nappe (puits, forages, puits) et leur utilisation en vue de faire inspecter et ininter ceux qui présentent une menace pour les eaux souterraines (tous propriétaires).

Exiger l'application de la charte de qualité pour la réalisation de tout nouvel ouvrage (tout propriétaire concerné).

Appliquer les servitudes relatives aux périmètres de protection (propriétaires et occupants concernés).

Respecter les prescriptions de protection de la nappe de la craie (propriétaires, occupants et activités concernés).

Cadre réglementaire

Le Décret 89-3 du 3 janvier 1989 modifié par le décret 95-363 du 5 avril 1995 relatif aux eaux destinées à la consommation humaines à l'exclusion des eaux minérales, précise les conditions de mobilisation des eaux brutes pour la fabrication d'eau potable et les qualités requises pour ces dernières.

La loi sur l'eau du 3 Janvier 1992 dans ses articles 2, 8-1, 8-2, 9-1, 9-2 et 13 (repris par l'art L 20 du Code de la Santé Publique), prévoit l'obligation de protection des eaux souterraines destinées à

l'alimentation en eau potable, par l'établissement pour tout captage, de périmètres de protection :

- immédiat, acquis en pleine propriété par le maître d'ouvrage,
- rapproché, dans lequel peuvent être interdits ou réglementés toutes activités, dépôts, installations de nature à nuire à la qualité de l'eau
- et le cas échéant éloigné, dans lequel tout ou partie des mêmes sources potentielles de pollution peuvent être réglementés.

L'article 10 de la loi sur l'eau du 3 janvier 1992, et ses décrets d'application 93742 et 93743 du 29 mars 1993, relatifs au régime d'autorisation ou de déclaration des activités et ouvrages influant sur les eaux superficielles et souterraines

La loi du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement

APPLICATION SPECIFIQUE AU BASSIN

Mener à son terme avant 2005 la procédure d'établissement des périmètres de protection immédiats et rapprochés pour l'ensemble des captages en activité.

L'ensemble des secteurs d'infiltration ou d'émergence de la nappe de la craie constitue une zone de forte vulnérabilité dans laquelle toute modification de l'occupation des sols devra tenir compte des dispositions du contrat de nappe à intervenir. Dans l'attente, et par mesure de précaution :

- les dépôts, terrassements et affouillements seront interdits,
- les implantations, modifications et également cessations (voir objectif 2) d'activité seront strictement contrôlées.

Assurer les conditions de l'accès et de l'entretien des captages abandonnés intégrés dans le réseau de surveillance.

Rendre obligatoire l'inertage des forages abandonnés et l'application de la charte de qualité d'exécution pour les nouveaux forages.

Objectif 6b

GARANTIR L'ALIMENTATION EN EAU POTABLE Sécuriser les dispositifs de production et de distribution

ORIENTATIONS ET RECOMMANDATIONS GENERALES

- > Améliorer la connaissance et le suivi des niveaux de sécurité et des risques de défaillance des différentes unités de distribution du bassin
- > Définir et réaliser les améliorations nécessaires pour sécuriser en qualité et quantité chaque unité de distribution
 - diversifier les ressources (unités de production et/ou interconnexions de sécurité)
 - augmenter les volumes de réserves

- > Améliorer les dispositifs de surveillance des risques de défaillance et d'alerte
- > Affiner et faire connaître les conditions de gestion des crises éventuelles (rationnement, alimentation de crise, coupure d'alimentation...) pour le bassin et par unité de distribution

TERRITOIRE CONCERNE

Les unités de distribution syndicats et communes actuellement dotées d'un faible niveau de sécurité. Elles sont majoritairement situées en rive gauche.

VOIR AUSSI

OBJECTIF 1 : Diminuer les rejets polluants de l'assainissement collectif et gérer les sous-produits de l'épuration
 OBJECTIF 2 : Diminuer les rejets polluants diffus
 OBJECTIF 5 : Maîtriser les consommations d'eau
 OBJECTIF 6a : Protéger la qualité des eaux souterraines

TRADUCTION DE L'OBJECTIF EN ACTIONS

A l'échelle du bassin

Elaborer un schéma directeur d'alimentation en eau potable du bassin permettant de coordonner l'action de l'ensemble des maîtres d'ouvrages dans la mise en œuvre des recommandations précédentes.

A l'échelle des communes et de leurs groupements

En attente de confirmation des résultats du schéma évoqué ci-dessus, les actions suivantes identifiées lors de l'étude préalable sont données à titre indicatif.

Développer des unités de stockage permettant de couvrir les besoins moyens sur 24 h.

Accroissement de la capacité de réserve souhaitable à terme pour les communes ou syndicats :

> Chavenay	400 m ³
> Les-Clayes-sous-Bois	3330 m ³
> SIAEPJPM	3000 m ³
> SIEMM	900 m ³
> SIPTG	5800 m ³
> Epône	860 m ³
> SIAEPLFN	250 m ³
> Bois-d'Arcy	1300 m ³

Mettre en place les interconnexions de secours prioritaires pour les communes et syndicats qui ne possèdent pas d'alimentation de substitution :

- > communes du SIRYAE : Thoiry, Boissy-sans-Avoir, Millemont, Saint-Rémy-l'Honoré, Elancourt, Garancières, Behoust, Tremblay-sur-Mauldre, Bazoches-sur-Guyonne, Andelu, Flexanville, Marcq, Villiers-le-Mahieu, Neauphle-le-Vieux, La-Queue-les-Yvelines, Vicq, Grosrouvre, Saint-Germain-de-la-Grange
- > Villepreux.

Les communes du SIGSEVES ne figurent pas dans cette liste car le réseau de distribution est secouru en différents points et une étude est en cours pour analyser les besoins complémentaires en secours.

Acquérir une unité de secours mobile pour l'ensemble des maîtres d'ouvrage du bassin.

A l'échelle des acteurs individuels

Respecter les consignes de sécurité vis à vis des raccordements au réseau public (disconnecteurs).

Respecter les consignes de restrictions d'utilisation en cas de crise, notamment en utilisant des ressources de qualité non potable pour les usages qui s'y prêtent.

Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux
Bassin versant de la Mauldre

OBJECTIF 6b
GARANTIR L'ALIMENTATION EN EAU POTABLE
Sécuriser les dispositifs de production et de distribution

0 3 km 6 km
1cm : 1,5 km

N
E
S

Mise en place d'interconnexions de secours prioritaires

Unité de production de secours :




-  Aulnay-sur-Mauldre
-  La Chapelle
-  Louveciennes
-  Morsang-sur-Seine
-  Rosay
-  Saint-Lubin


Autres types d'actions envisagées à l'échelle du bassin

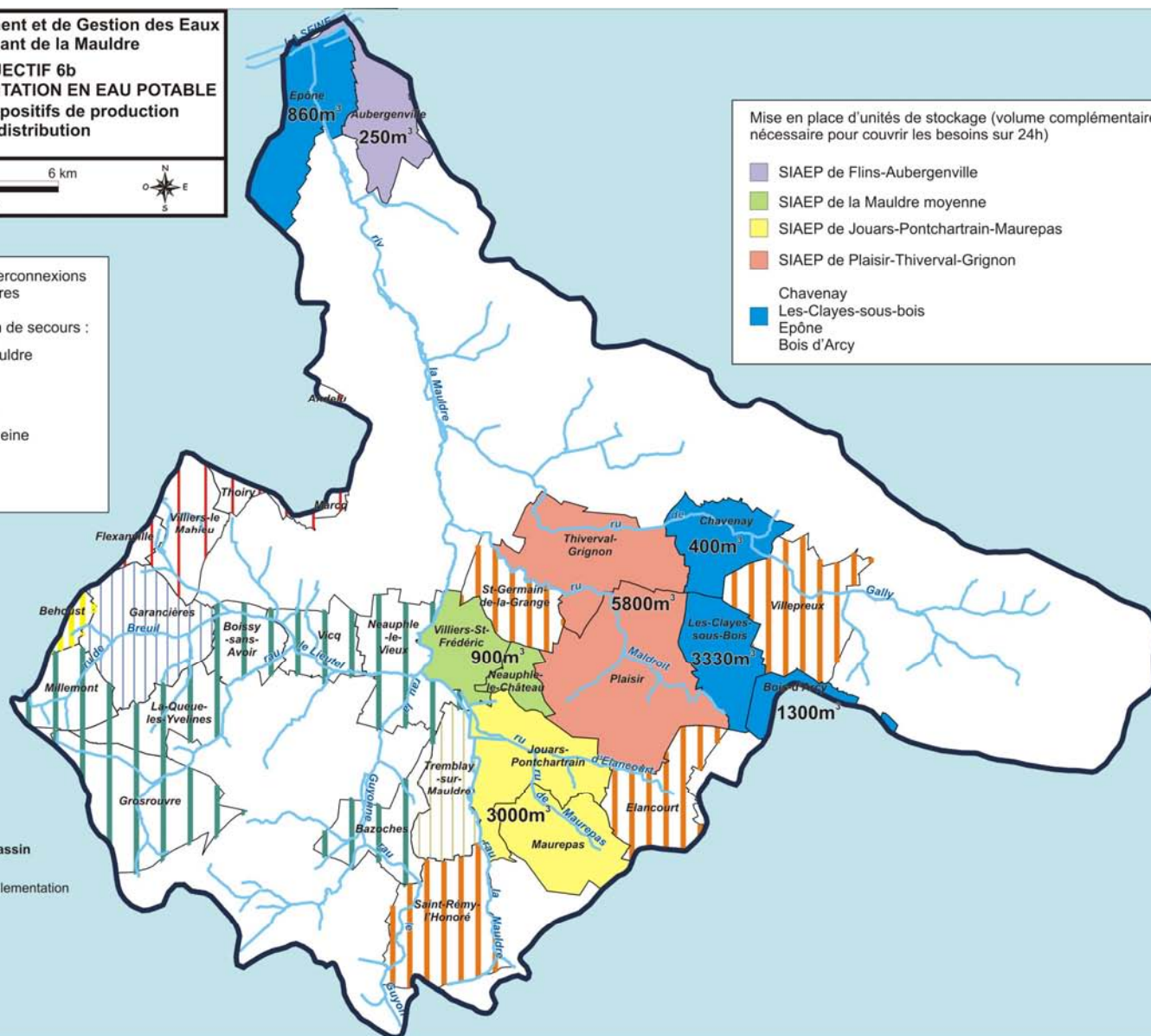


Elaboration d'une réglementation

Mise en place d'unités de stockage (volume complémentaire nécessaire pour couvrir les besoins sur 24h)

-  SIAEP de Flins-Aubergenville
-  SIAEP de la Mauldre moyenne
-  SIAEP de Jouars-Pontchartrain-Maurepas
-  SIAEP de Plaisir-Thiverval-Grignon

- Chavenay
-  Les-Clayes-sous-bois
- Epône
- Bois d'Arcy



Cadre réglementaire

Le Décret 89-3 du 3 janvier 1989 modifié par le décret 95-363 du 5 avril 1995 relatif aux eaux destinées à la consommation humaine à l'exclusion des eaux minérales, précise les conditions de mobilisation des eaux brutes pour la fabrication d'eau potable et les qualités requises pour ces dernières.

Le décret du 24 septembre 1992 pris en application de l'article 9 de la loi sur l'eau du 3 janvier 1992 et relatif à la limitation ou à la suspension provisoire des usages de l'eau.
 Voir en outre l'organisation d'un plan de secours spécialisé eau / gestion crise... (Préfecture)

APPLICATION SPECIFIQUE AU BASSIN

Obligation pour chaque unité de distribution de respecter le niveau de sécurité défini par le futur schéma directeur eau potable, et validé par la CLE.

Dans l'attente, soutenir les unités de distribution les plus vulnérables et s'engageant à mettre en place un stockage minimal couvrant les besoins moyens sur 24 heures ou une interconnexion de niveau équivalent.

Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux
Bassin versant de la Mauldre

OBJECTIF 7
RESTAURER ET ASSURER L'ENTRETIEN
ÉCOLOGIQUE DES COURS D'EAU
ET DES ZONES HUMIDES

0 3 km 6 km
1 cm : 1,5 km



Elaboration d'un cahier de prescriptions et entretien
des cours d'eau et des zones humides

- tronçon pépinière d'intérêt écologique
- principale zone humide du bassin
- mise en place d'un programme d'entretien pilote

Autres types d'actions
envisagées à l'échelle du bassin



Information / sensibilisation /
communication



Coopération / concertation / partenariat



Etudes / amélioration des connaissances

Objectif 7

RESTAURER ET ASSURER L'ENTRETIEN ECOLOGIQUE DES COURS D'EAU ET DES ZONES HUMIDES

ORIENTATIONS ET RECOMMANDATIONS GENERALES

- > Améliorer la connaissance des écosystèmes aquatiques en recensant les secteurs d'intérêt écologique
- > Réhabiliter, préserver et diversifier l'habitat aquatique (cours d'eau et zones humides) en relation éventuelle avec d'autres programmes et actions (ex : politique des espaces naturels sensibles ou des espaces verts)

- > Améliorer les débits d'étiage des têtes de bassin
- > Fonder la politique d'entretien sur les potentialités écologiques des cours d'eau
- > Harmoniser les conditions d'intervention de l'ensemble des acteurs de l'entretien en favorisant le regroupement des maîtres d'ouvrages

TERRITOIRE CONCERNE

L'ensemble du réseau hydrographique et plus particulièrement les tronçons pépinières et leurs petits affluents :

- La Mauldre à l'amont de la plaine de Jouars
- Le Guyon
- La Guyonne à l'amont de Mareil-le-Guyon
- Le Lieutel à l'amont de la confluence avec le ru de Breuil
- Le ru du Merdron
- Le ru d'Élancourt à l'amont de la station d'épuration d'Élancourt
- Le ru de Riche

VOIR AUSSI

OBJECTIF 4 : Gérer les ruissellements et les capacités de rétention

OBJECTIF 8 : Gérer les rives et les abords des cours d'eau

TRADUCTION DE L'OBJECTIF EN ACTIONS

A l'échelle du bassin

Engager un recensement des secteurs d'intérêt écologique en s'appuyant sur des inventaires de qualité des écosystèmes liés à l'eau, au lit, aux berges et aux rives de la rivière.

Elaborer, pour chaque cours d'eau et zone humide importante du bassin versant, un cahier de prescriptions de requalification et d'entretien basé sur leurs caractéristiques écologiques et visant à les réhabiliter, les préserver et les diversifier.

Définir les débits biologiques minimum pour chaque tronçon de cours d'eau, en s'appuyant sur l'amélioration des connaissances.

Adapter les autorisations de prélèvements en rivière et en nappe superficielle en conséquence.

Inciter à la création d'une structure de regroupement des communes riveraines pour les travaux d'aménagement et d'entretien du Lieutel et ses affluents.

Conduire un programme d'entretien pilote sur la Guyonne et le Lieutel amont qui constituent des sites où les résultats de l'entretien « écologique » seraient les plus visibles.

Elaborer une plaquette de sensibilisation et d'information type « guide de bonnes pratiques d'entretien » à l'usage des acteurs de l'entretien (riverains, collectivités...).

A l'échelle des communes et de leurs groupements

Etablir une planification des actions d'entretien des cours d'eau conforme aux prescriptions précédentes en relation avec la CATER.

Protéger et réhabiliter les zones humides.

A l'échelle des acteurs individuels

Prise en compte par les riverains et les pêcheurs de la protection particulière apportée par le SAGE aux secteurs d'intérêt écologique comme les tronçons pépinières et les parties amont de cours d'eau.

Application des consignes du guide d'entretien (riverains).

Respecter les termes des autorisations de prélèvements (irriguants, et plus généralement tout préleveur).

Cadre réglementaire

Le Schéma Départemental de Vocation Piscicole établit un diagnostic des potentialités piscicoles des cours d'eau du département, et fixe les orientations en termes de qualité des eaux et des habitats pour permettre le maintien des populations de poissons.

L'article 114 du Code Rural signifie aux propriétaires riverains de cours d'eau non domaniaux de mener régulièrement les opérations d'entretien du lit et des berges nécessaires en vue de maintenir l'écoulement naturel des eaux mais également d'assurer la bonne tenue des berges, et de préserver la faune et la flore dans le respect du bon fonctionnement des écosystèmes aquatiques.

L'article 115 du Code Rural précise que le Préfet est chargé de prendre les dispositions nécessaires pour l'exécution des opérations susvisées. En particulier, en cas de défaillance d'entretien par le riverain, le préfet peut intervenir pour ordonner les travaux d'office selon des procédures réglementées.

L'article 119 du Code Rural précise que lorsque des travaux d'entretien des cours d'eau sont ordonnés, les riverains sont tenus de permettre la libre circulation des entreprises et des agents à l'intérieur des zones soumises à servitude. Les terrains actuellement bâtis ou clos de murs, les cours et les jardins attenants aux habitations sont exemptés de cette servitude s'agissant du passage des engins, mais en aucun cas des personnes.

L'article 31 de la loi sur l'eau du 3 janvier 1992 donne compétences aux collectivités territoriales (communes, départements, régions) et à leurs groupements (syndicats intercommunaux, syndicats mixtes...) en matière d'aménagement de rivière, il les autorise notamment, dans le cadre d'un SAGE approuvé, à utiliser les articles R151-36 à L151-40 du Code Rural en vue de prescrire ou entreprendre des travaux de lutte contre les crues et la pollution, et d'aménagement et d'entretien des cours d'eau non domaniaux lorsqu'ils présentent un caractère d'intérêt public ou d'urgence. En vertu du décret du 21 octobre 1993, de telles interventions sont soumises à enquête publique.

Le code Rural article R211-14 relatif aux arrêtés de biotope, et article L232-5 relatifs aux débits réservés.

Le code de l'urbanisme articles L123-1 à L123-12 et R123-1 à R123-36 sur les zones ND des POS.

Le code de l'urbanisme articles L130-1 à L130-6 et R130-1 à R130-16 sur les espaces boisés classés des POS.

L'article 10 de la loi sur l'eau du 3 janvier 1992, et ses décrets d'application 93742 et 93743 du 29 mars 1993, relatifs au régime d'autorisation ou de déclaration des activités et ouvrages influant sur les eaux superficielles et souterraines.

Le décret du 29 avril 1994 relatif aux zones de répartition des eaux, et le décret du 24 septembre 1992 pris en application de l'article 9 de la loi sur l'eau du 3 janvier 1992 et relatif à la limitation ou à la suspension provisoire des usages de l'eau.

Les articles 16, 20 et 23 à 26 et 39 de la loi du 2 février 1995 relative au renforcement de la protection de l'environnement.

La loi du 10 juillet 1976 sur la protection de la nature.

Les directives CEE 79/409 du 2 avril 1979 « oiseaux », et 92/43 du 21 mai 1992 et 2078/92 du 30 juin 1992 « habitats ».

APPLICATION SPECIFIQUE AU BASSIN

Toute opération d'aménagement ou d'entretien des cours d'eau doit être menée en conformité avec le cahier de prescriptions propre au tronçon considéré, en respectant les secteurs d'intérêt écologique dont le recensement est validé par la CLE sur les critères de qualité de l'eau, du lit, des berges et des rives.

Dans l'attente de la définition des débits biologiques minimum à respecter pour chaque tronçon de cours d'eau, les prélèvements seront interdits s'ils ne permettent pas de maintenir une lame d'eau minimum de 15 cm.

En tout état de cause, ces prescriptions ne devront pas autoriser un débit inférieur au débit d'étiage quinquennal (QMNA5).

Préconiser la réalisation d'un suivi du comportement de la flore et de la faune pour tout projet soumis à autorisation et nécessitant des mesures de réduction ou de compensation de l'impact sur un cours d'eau ou une zone humide.

Objectif 8

GERER LES RIVES ET LES ABORDS DES COURS D'EAU

ORIENTATIONS ET RECOMMANDATIONS GENERALES

- > Organiser l'accès aux berges des cours d'eau du bassin versant en vue d'en assurer l'entretien et la restauration ainsi que la lutte contre les inondations, dans le respect des écosystèmes (voir objectif 7)
- > Négocier, dans un cadre global avec la profession agricole et ponctuellement avec les propriétaires riverains, la mise en place de dispositifs de restauration des écosystèmes aquatiques, de lutte contre l'érosion et de maîtrise de la pollution diffuse

- > Négocier ponctuellement avec les propriétaires riverains, la mise en place d'accès localisé au cours d'eau pour la pratique des usages récréatifs (pêche, canoë, promenade)

TERRITOIRE CONCERNE

L'ensemble de la frange rivulaire des cours d'eau du bassin versant, pour assurer l'entretien, la gestion des inondations et la maîtrise des points d'accès aux rivières. Et plus particulièrement :

- les tronçons amont pépinières pour la requalification des milieux aquatiques,
- les tronçons situés en zones sensibles à l'érosion pour la lutte contre les pollutions diffuses,
- les zones inondables,
- les tronçons concernés par les usages récréatifs.
- les tronçons reconnus comme d'intérêt écologique ou paysager

VOIR AUSSI

OBJECTIF 2 : Diminuer les rejets polluants diffus et les apports solides liés aux ruissellements
OBJECTIF 7 : Restaurer et assurer l'entretien écologique des cours d'eau et des zones humides
OBJECTIF 10 : Valoriser le paysage et le patrimoine lié à l'eau

TRADUCTION DE L'OBJECTIF EN ACTIONS

A l'échelle du bassin

Mettre en œuvre un processus de coopération avec la profession agricole et les communes riveraines en vue de parvenir à une gestion concertée des rives des cours d'eau permettant de :

- > restaurer les écosystèmes aquatiques (têtes de bassin sur les 2 rives)
- > protéger les cours d'eau et les berges contre l'érosion (court tronçons localisés)
- > protéger les cours d'eau contre les apports solides liés au ruissellement (bassin versant et notamment Lieutel)

- > protéger les tronçons reconnus d'intérêt écologique ou paysager

- > préserver les zones inondables et leurs liens avec la rivière

(action concomitante avec l'action décrite dans l'objectif 2)

Formaliser le cadre contractuel de négociation avec les propriétaires concernés par les points ci-dessus et / ou par les usages récréatifs :

- > points de mise à l'eau / remontée de canoës sur la Mauldre aval

- > itinéraires localisés de promenade sur le ru de Gally et les affluents de rive gauche

- > parcours de pêche sur la Mauldre moyenne et l'amont des cours d'eau.

A l'échelle des communes et de leurs groupements

Appliquer strictement la réglementation des usages du sols issue du PPR, et des documents d'urbanisme (POS).

Réaliser l'Inventaire exhaustif et la suppression des rejets directs dans le milieu naturel.

(voir objectif 2 action de mise en œuvre des schémas directeurs d'assainissement)

Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux
Bassin versant de la Mauldre

OBJECTIFS 8 et 9
GERER LES RIVES ET LES ABORDS
DES COURS D'EAU
ORGANISER LES USAGES RECREATIFS
ET CULTURELS

0 3 km 6 km
 1cm : 1,5 km

N
 E
 S
 O

Extension du réseau de sentier de randonnée

■■■■■ principe d'itinéraire à envisager
 - - - - - sentier de randonnée existant

Principaux tronçons de cours d'eau concernés par :

■■■■■ la mise en oeuvre d'une coopération avec la profession agricole et les communes riveraines
 ■■■■■ la pratique du canoë-kayak
 ■■■■■ la pratique de la pêche

Autres types d'actions envisagées à l'échelle du bassin

■ Coopération / concertation / partenariat

Mettre en place un programme de maîtrise foncière des points d'accès à la rivière et des points sensibles en relation éventuelle avec d'autres collectivités et programmes (politique des espaces naturels sensibles du Département, politique espaces verts de l'Agence régionale des Espaces Verts).

Appliquer strictement les prescriptions issues des autres objectifs du SAGE et concernant spécifiquement l'espace rivulaire.

A l'échelle des acteurs individuels

Mener secteur par secteur, la négociation avec les riverains pour l'aménagement, l'entretien, la protection, ou l'accessibilité « loisirs » des tronçons prioritaires.

Cadre réglementaire

Règlement du 20 octobre 1852, art. 19 et suivants, relatif à la police de la rivière Mauldre et de ses affluents complétant l'ordonnance Royale de Louis-Philippe du 13 janvier 1842 qui ne s'appliquait qu'au ru de Gally

L'article 119 du Code Rural précise que lorsque des travaux d'entretien des cours d'eau sont ordonnés, les riverains sont tenus de permettre la libre circulation des entreprises et des agents à l'intérieur des zones soumises à servitude. Les terrains actuellement bâtis ou clos de murs, les cours et les jardins attenants aux habitations sont exemptés de cette servitude s'agissant du passage des engins, mais en aucun cas des personnes.

L'article 10 de la loi sur l'eau du 3 janvier 1992, et ses décrets d'application 93742 et 93743 du 29 mars 1993, relatifs au régime d'autorisation ou de déclaration des activités et ouvrages influant sur les eaux superficielles et souterraines.

L'article 31 de la loi sur l'eau donne compétences aux collectivités territoriales (communes, départements, régions) et à leurs groupements (syndicats intercommunaux, syndicats mixtes...) en matière d'aménagement de rivière, il les autorise notamment, dans le cadre d'un SAGE approuvé, à utiliser les articles R151-36 à L151-40 du Code Rural en vue de prescrire ou entreprendre des travaux de lutte contre les crues et la pollution, et d'aménagement, d'entretien et d'accès aux cours d'eau non domaniaux lorsqu'ils présentent un caractère d'intérêt public ou d'urgence. En vertu du décret du 21 octobre 1993, de telles interventions sont soumises à enquête publique.

L'article 427 du Code Rural établit les servitudes de passage en bordure de cours d'eau au profit des pêcheurs sous réserve de l'accord des propriétaires riverains.

L'article 175 du Code Rural

Le code Rural article R211-14 relatif aux arrêtés de biotope, et article L232-5 relatifs aux débits réservés.

Le code de l'urbanisme articles L123-1 à L123-12 et R123-1 à R123-36 sur les zones ND des POS.

Le code de l'urbanisme articles L130-1 à L130-6 et R130-1 à R130-16 sur les espaces boisés classés des POS.

Le décret du 29 avril 1994 relatif aux zones de répartition des eaux, et le décret du 24 septembre 1992 pris en application de l'article 9 de la loi sur l'eau du 3 janvier 1992 et relatif à la limitation ou à la suspension provisoire des usages de l'eau.

Les articles 16, 20 et 23 à 26 et 39 de la loi du 2 février 1995 relative au renforcement de la protection de l'environnement.

La loi du 10 juillet 1976 sur la protection de la nature.

Les directives CEE 79/409 du 2 avril 1979 « oiseaux », et 92/43 du 21 mai 1992 et 2078/92 du 30 juin 1992 « habitats ».

APPLICATION SPECIFIQUE AU BASSIN

Etablir après enquête publique une servitude de passage permettant a minima la bonne exécution des travaux de surveillance et d'entretien régulier des cours d'eau.

Objectif 9

ORGANISER LES USAGES RECREATIFS ET CULTURELS

ORIENTATIONS ET RECOMMANDATIONS GENERALES

> Développer les contacts entre professionnels, associations, collectivités et propriétaires riverains pour favoriser l'utilisation des cours d'eau et de leurs berges à des fins récréatives

> Promouvoir auprès du grand public l'image et l'attrait touristique, récréatif et culturel du bassin de la Mauldre

TERRITOIRE CONCERNE

L'ensemble des cours d'eau du bassin versant, pour la promenade et la randonnée. Et plus spécifiquement :

- la Mauldre aval pour la pratique du canoë
- la rivière Mauldre et les têtes de bassin de ses affluents pour la pêche

VOIR AUSSI

OBJECTIF 8 : Gérer les rives et les abords des cours d'eau

TRADUCTION DE L'OBJECTIF EN ACTIONS

A l'échelle du bassin

Recenser et mobiliser les acteurs développant ou susceptibles de développer des usages récréatifs et culturels dans le bassin.

Préparer avec les responsables du monde éducatif et promouvoir un programme d'animation et de découverte de la nature à destination des scolaires.

Préciser les linéaires de cours d'eau concernés par les usages récréatifs (voir carte page précédente) :

> canoë (les parcours, points de mise à l'eau, haltes,...)

> promenade (les itinéraires pédestres, équestres, cyclistes)

> pêche (les parcours, haltes,...)

Réaliser un document d'information / sensibilisation à l'usage du public, type « charte récréative de la Mauldre » présentant les activités récréatives et culturelles offertes sur le bassin versant ainsi que les règles de comportement de l'utilisateur pour respecter le milieu naturel et la tranquillité des riverains.

Concevoir et lancer une campagne promotionnelle du bassin de la Mauldre valorisant la charte précédente.

A l'échelle des acteurs individuels

Aider en relation avec les communes à la mise en œuvre des négociations et contractualisations ponctuelles (location, acquisition, accord amiable, échange,...) avec les propriétaires riverains pour politique espaces verts de l'Agence Régionale des Espaces Verts).

Ouvrir les cours d'eau et leurs berges aux activités récréatives (canoë, promenade ou pêche) en relation éventuelle avec d'autres collectivités et programmes (politique des espaces naturels sensibles du Département).

Respecter l'intégrité des propriétés traversées et les droits des riverains.

Cadre réglementaire

Le Schéma Départemental de Vocation Piscicole établit un diagnostic des potentialités piscicoles des cours d'eau du département, et fixe les orientations en termes de qualité des eaux et des habitats pour permettre le maintien des populations de poissons.

Le Plan Départemental des Itinéraires de Promenade et de Randonnée, établi en collaboration avec le CODERANDO et les collectivités locales, définit la trame des réseaux viaires (voiries, chemins) affectée à l'usage de la promenade ou de la randonnée pédestre, équestre, cycliste ou VTT.

L'article 10 de la loi sur l'eau du 3 janvier 1992, et ses décrets d'application 93-742 et 93-743 du 29 mars 1993, relatifs au régime d'autorisation ou de déclaration des activités et ouvrages influant sur les eaux superficielles et souterraines.

APPLICATION SPECIFIQUE AU BASSIN

Tout document d'information sur les usages récréatifs et culturels devra mettre en exergue le respect permanent par les usagers des droits des riverains et de l'intégrité des propriétés traversées.

Objectif 10

VALORISER LE PAYSAGE ET LE PATRIMOINE LIÉ À L'EAU

ORIENTATIONS ET RECOMMANDATIONS GÉNÉRALES

- > En relation éventuelle avec d'autres collectivités et programmes (ex : politique des espaces naturels sensibles du Département, politique espaces verts de l'Agence Régionale des Espaces Verts) :
- > Recenser, protéger et valoriser les paysages et éléments paysagers remarquables
- > Etablir des corridors paysagers principaux s'appuyant sur le réseau hydrographique lui-même (lit mineur, ripisylve, et zones inondables) et permettant une ouverture visuelle vers le fond de vallée, une visibilité de la rivière et de sa ripisylve, et la protection des milieux de fonds de vallée, en limitant au maximum l'artificialisation
- > Inciter à l'extension de corridors paysagers secondaires, le long des structures territoriales existantes et notamment les abords de route, les itinéraires de randonnée...
- > Affirmer le rôle de l'eau et du patrimoine lié à l'eau comme lien de vie au cœur de villes, bourgs et villages par le renforcement de sa présence paysagère et assurer la continuité des corridors paysagers principaux dans les zones urbaines
- > Prendre en compte le paysage dans tous les projets et actions liés à l'eau
- > Supprimer progressivement les points noirs paysagers du bassin, et en priorité dans les zones d'intérêt paysager

TERRITOIRE CONCERNE

L'ensemble du bassin versant suivant les 7 grandes unités paysagères identifiées :

- Confluence et Basse Mauldre (Aubergenville à Maule)
- Mauldre de Mareil à Neauphle-le-Vieux
- Coteaux calcaires de Mareil et Crespières
- Plaine de Neauphle-le-Vieux
- Marches de la Forêt (Garancières, Montfort-l'Amaury, Les-Mesnuls)
- Franges urbaines (Elancourt, Maurepas)
- Val de Gally et Plaine de Versailles
- et plus particulièrement le lit majeur des cours d'eau, leur ripisylve, les paysages et éléments paysagers remarquables (naturels, ruraux et urbains)

VOIR AUSSI

OBJECTIF 8 : Gérer les rives et les abords des cours d'eau

TRADUCTION DE L'OBJECTIF EN ACTIONS

A l'échelle du bassin

Mettre en œuvre le « schéma paysage de bassin » à partir des orientations qui précèdent. En première étape il s'agira d'apporter les précisions nécessaires en matière

- > de définition et caractérisation fine des unités paysagères du bassin
- > de sectorisation du bassin en fonction de l'importance des enjeux paysagers
- > de recensement des points noirs paysagers, des paysages et éléments paysagers remarquables

- > de définition des modalités pratiques de gestion / entretien des paysages dans le cadre de mise en œuvre des corridors (à partir des éléments de recommandations figurant en volume 2).

Doter la CLE d'une aide à la décision en matière de paysage (appuyée notamment sur le CAUE, l'ABF en cas de besoin...et éventuellement un paysagiste conseil), lui permettant d'apprécier la dimension « paysage » des projets soumis à avis, de conduire les recensements évoqués supra.

Créer, à terme, un observatoire des paysages (corridors, paysages et éléments paysagers remarquables).

Réaliser et diffuser un document d'information / sensibilisation sur le paysage et le patrimoine lié à l'eau à l'usage des communes, des aménageurs...

Conduire des actions de formation / information à destination des acteurs d'entretien des espaces non bâtis sur l'ensemble du bassin (donneurs d'ordre, agents de travaux, instructeurs de permis de construire).

A l'échelle des communes et de leurs groupements

Intégrer les aspects paysagers dans tous les projets d'aménagement, d'entretien, de gestion liés à l'eau, en application des prescriptions du « schéma paysage de bassin ».